17me Année. — N° 3185 UN NUMERO : 15 Centimes Dimanche 16 Février 1873

BUREAUX : RUE NAIN

ABONNEMENTS :
ROUBAIX-TOURCOING : Trois mois 12 fr ; Six mois, 23 fr. ; Un an, 44 f.
LE NORD DE LA FRANCE : Trois mois, 14 fr. Six mois, 27 fr. ; Un an, 51 fr. — L'abonnement continue, sauf avis contraire.

ANNONCES ; 20 centimes la ligne
RÉCLAMES : 25 centimes
— On traite à forfait. —

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

DIRECTEUR-GÉRANT : A. REBOUX

ON S'ABONNE ET ON REÇOIT LES ANNONCES : A° ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A Lille, chez M. Béghin, libraire rue Grande-Chaussée ; A Paris, chez MM. Havas, Laffite-Bullier, 4 Cie place de la Bourse, 8 ; A Bruxelles, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

Heures de départ des trains : *Roubaix à Lille*, 5 17, 7 21, 8 21, 9 53, 11 2[illegible], 12 26, 1 56, 3 42, 6 11, 6 13, 7 38, 9 36, 11 11, 1[illegible] — *Roubaix à Tourcoing-Mouscron*, 5 38, 7 18, 8 48, 10 13, 11 23, m., 1 15, 2 38, 4 48, 5 48, 6 18, 10 21, 11 15, s. — *Lille à Roubaix*, 5 20, 7 00, 8 30 9 55, 11 05, 12 57, 2 20, 4 30, 5 30, 7 55, 10 05, 11 15 *Tourcoing à Roubaix et Lille*, 5 10, 7 12, 8 12, 9 46, 11 17 12 17, 1 47, 3 33, 6 03, 7 28, 9 24, 11 02 *Mouscron à Lille*, 7 00, 8 00, 9 36, 11 05 12 05, 3 21, 4 50, 5 53, 7 10, 9 10.

ROUBAIX, 15 FÉVRIER 1873

BOURSE DE PARIS

DU 14 FÉVRIER

3 0/0	55 70
4 1/2	81 50
Emprunt 1871	87 30
Emprunt 1872	89 45

DU 15 FÉVRIER

3 0/0	55 45
4 1/2	81 50
Emprunt 1871	87 15
Emprunt 1872	89 35

Le roi Amédée a quitté maintenant le territoire espagnol, et l'on peut dire qu'il en est sorti mieux qu'il n'y était entré. Le jeune prince, en effet, a montré à la fois de la dignité et du bon sens en refusant d'entrer en lutte avec une nation à laquelle il n'appartenait que par hasard, et en préférant des cendre du trône plutôt vue de s'y consumer en stériles efforts. C'est la République qui le remplace. Les républicains n'ont point, paraît-il, les mêmes scrupules que les rois.

Le spectacle de l'Espagne républicaine ne sera pas sans intérêt pour les philosophes et pour les politiques de bonne foi. On verra là, dans des conditions particulières et pour ainsi dire spéciales, quel fond il convient décidément de faire sur le système républicain, car il semble que, sous beaucoup de rapports, la république pourra avoir là son *fair trial*, comme disent les Anglais, son Essai loyal, comme nous disons depuis quelque temps, beaucoup mieux qu'en aucun autre pays d'Europe, et notamment qu'en France. Il semble encore que ce genre de gouvernement pourrait, en Espagne, s'établir et fonctionner sans exciter contre le pays ou il s'essaiera les mêmes susceptibilités étrangères qu'il exciterait à l'endroit d'une autre nation, sans troubler non plus, à un même degré que dans un autre pays, l'économie intérieure de l'Etat, la fortune publique, les intérêts particuliers.

Quelles sont les raisons de ce phénomène politique ? Elles sont, à notre sens, de diverse nature : ce sont des raisons *géographiques*, historiques, économiques, morales, qu'il est aisé de développer en peu de mots.

En premier lieu, l'Espagne ne se trouve pas, comme la France, côte à côte et, pour ainsi parler, en intimité géographique avec des pays sur lesquels peuvent réagir et que doivent, par conséquent, inquiéter et mécontenter les révolutions qui se passent dans son sein. Au contraire, l'Espagne est isolée au point que les peuples ses voisins se trouvent protégés contre elle et que, dans son intérieur, *at home*, elle peut se passer bien des fantaisies et mener un certain tapage sans qu'ils en entendent distinctement l'écho, et puissent, par conséquent, s'en montrer mécontents. C'est là pour la République, d'ordinaire assez bruyante et gênante, un avantage qui n'est pas sans importance.

Si la position géographique de l'Espagne la place vis-à-vis des autres nations dans les conditions que nous venons de dire, sa situation politique lui procure également à elle, ou plutôt à la République qu'elle va tenter, des avantages identiques. On peut dire, en effet, que, depuis la mort de Philippe II, et surtout depuis la défaite de Rocroy, l'Espagne ne compte plus guère en Europe, au point de vue international. Elle est, ou à peu de chose près, réduite à l'état de colonie.

Sa grande histoire passée, le bruit qu'elle fit autrefois, rendent encore les peuples attentifs aux incidents de sa vie actuelle, mais sans que pour cela les peuples en soient troublés, sachant bien que les destinées espagnoles ne peuvent influer sur leurs propres destinées. Paris rayonne sur le monde entier, répètent souvent les romantiques de la politique, et ce « rayonnement » paraît aux gens sérieux souvent exagéré et présomptueux. Il faut avouer cependant que Madrid ne peut prétendre à aucun rayonnement européen. La République peut donc naître et vivre en Espagne sans que l'ancien monde ait sérieusement à s'en préoccuper, et puisse jamais songer à rien entreprendre, matériellement ou moralement contre elle.

Y a-t-il maintenant en Espagne, comme en France, une activité industrielle et commerciale, un mouvement de fonds publics et d'intérêts privés qui aient à redouter les inquiétudes, les attentes, les secousses, les échéances politiques, les changements de pouvoirs et de personnes inhérents à la forme républicaine ? Beaucoup moins que partout ailleurs, évidemment. Les Espagnols de tout rang et de toute fortune seront donc bien plus enclins, sous ce rapport encore, à laisser vivre la République, que ne peuvent l'être les Français, dont cette forme essentiellement mobile de gouvernement inquiète et compromet les intérêts à la fois si divers et si considérables.

Voyons enfin l'état social de l'Espagne.

L'Espagne, au milieu de toutes ses secousses, depuis un demi-siècle, n'a point passé par où nous avons passé ; une révolution formidable, comme celle de 1792, n'a point éclaté chez elle et n'a point jeté dans les esprits à la fois un trouble inexprimable et des appétits qu'on ne saurait assouvir.

L'Espagne n'a pas chez elle, en nombre considérable, des Espagnols socialistes, communistes, libres-penseurs et libres-arbitres de la propriété ; ses républicains les plus célèbres et les plus comptés, les Castelar, les Figueras, les Pi y Margall, sont surtout des républicains de théorie et de sentiment, des avocats ou des rêveurs, des Picard ou des Michelet. La seule chose qui puisse, en Espagne, rendre périlleux l'établissement d'une république habitable et régulière, et qui puisse aller à l'encontre de cette facilité relative d'une organisation républicaine, facilité que l'Espagne doit surtout à son abaissement international ; la seule chose qui puisse embarrasser le nouveau système de gouvernement, c'est l'expansion des idées révolutionnaires françaises qui se sont infiltrées dans ce pays et qui peuvent y prendre un développement d'autant plus marqué, que l'Espagne périclite davantage. Mais qu'est-ce que cela en comparaison des terribles revendications radicales dont nous avons à souffrir en France, en comparaison des haines jacobines par lesquelles nous sommes assiégés, en comparaison des crimes inouïs que la démagogie la plus basse et la plus vile a déjà commis et médite encore contre notre pays ? Qu'est-ce auprès de tout cela que les quelques théories plus ou moins vagues qui errent en Espagne et qui n'ont pas encore eu le temps de corrompre l'esprit public ?

Nous le répétons donc : la République a bien plus beau jeu en Espagne qu'en France ; eh bien ! ce jeu, ce jeu facilité par la position géographique, par la situation internationale, par l'état industriel, commercial, comme par le médiocre état moral du pays, ce jeu, le moins mauvais qu'on puisse avoir, comment la République le jouera-t-elle en Espagne ? C'est ce que nous examinerons avec un grand intérêt, et, selon ce qu'il adviendra, par la République, dans l'ancien royaume de Charles-Quint, nous aurons ou un motif en plus de redouter pour les nations cette forme de gouvernement, ou une raison pour nous départir un peu de la croyance que nous entretenons jusqu'à nouvel ordre, à savoir, que la République, versant toujours dans les excès, ne peut être pour les peuples qu'une cause de périls, de misères, et finalement de décadence.

Nous attendons à l'œuvre la République espagnole.

On nous écrit de Versailles, 14 février :

« On avait espéré que le rapport de la commission des Trente, confié à M. le duc de Broglie, pourrait être prêt aujourd'hui. Mais pris d'une grippe violente et retenu dans ses appartements depuis quatre jours, M. de Broglie n'a pu travailler en quelque sorte qu'à bâtons rompus, au milieu de vives souffrances qui ne lui permettaient aucune assiduité au travail. Sensiblement mieux depuis 24 heures, l'éminent rapporteur a pu reprendre sa plume et continue sans désemparer la besogne si délicate, et l'on peut bien ajouter si scabreuse qu'il doit accomplir.

» Je crois être sûr de mon renseignement en vous disant que le rapport sera terminé dans la journée de demain, samedi. Mais, comme il doit être lu en séance générale de la commission, et, comme d'autre part la rédaction pourrait donner lieu à des observations qui nécessiteraient quelques remaniements dans le texte, je présume que ce grave document ne sera pas déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale avant mercredi ou jeudi de la semaine prochaine, ce qui renverra évidemment la discussion aux premiers jours de la semaine suivante.

» En attendant, un grand travail se fait au sein de l'Assemblée pour désagréger la majorité. Depuis plusieurs jours, les amis de la présidence sont en campagne et cherchent de toute manière à jeter le trouble dans les esprits d'un certain nombre de députés qui flottent indécis entre le centre gauche et le centre droit. C'est à ce travail souterrain qu'il faut rapporter évidemment les votes du groupe Casimir Périer dans l'élection des bureaux. Hier, la chose m'avait surpris au premier abord, et je n'en voyais guère le motif ; aujourd'hui tout me paraît expliqué. Il me semble indiscutable qu'une entente s'est produite, et qu'elle va peut-être plus loin que le centre gauche Christophle. A qu'elles conditions ? Voilà ce que je ne saurais préciser. Et s'il en est ainsi, si le projet dont on parle se réalise, je ne prétends pas non plus qu'un certain nombre de membres ne se détachent pas du groupe et n'hésitent pas au dernier moment devant les résistances de leur conscience.

» Il ne s'agirait de rien moins que d'enlever par un coup de surprise la proclamation de la République définitive. L'Espagne a mis M. Casimir Périer en belle humeur, et il ne veut pas tarder davantage à rendre une fois de plus son nom célèbre. Donc, à ce qu'on assure, M. Casimir Périer viendrait au cours du débat sur le projet de la commission des Trente et se chargerait d'attacher le grelot républicain. Il préparerait et déposerait alors un amendement aux termes duquel l'Assemblée nationale serait invitée à rendre définitive la forme républicaine inaugurée provisoire, à rompre par conséquent la trêve des partis proclamée à Bordeaux et que M. Thiers avait, sur son honneur, promis solennellement de respecter. M. Périer conserverait cette œuvre en proposant aussi de faire à M. Thiers le don gracieux d'une prorogation de pouvoirs de quatre années.

» Je n'affirme rien, mais je vous rapporte fidèlement les bruits qui prennent d'heure en heure plus de consistance. Je serai bien étonné qu'il n'y eût pas quelque chose de vrai au fond de ces rumeurs persistantes.

» Quant au résultat final, c'est-à-dire au résultat du vote, il est bien difficile de préjuger ce qu'il sera. Si, par impossible, un amendement connu dans le sens que je viens d'indiquer, devait triompher au scrutin, ce serait, en tout cas, avec une majorité si faible qu'elle équivaudrait à un échec pour les auteurs de la proposition et pour le gouvernement. Le pays, d'ailleurs, serait médiocrement rassuré en voyant de quels éléments se composerait cette majorité de rencontre, cette majorité républicaine : les radicaux, les montagnards de toute nuance, les hommes du centre gauche sans énergie et quelques indécis sans aucune conscience politique. Cela promettrait d'heureux jours et beaucoup de tranquillité. Je ne veux point, du reste, Dieu m'en garde ! vous inquiéter plus que de raison. J'aime mieux croire et dire qu'au moment décisif, toutes les consciences endormies ou faibles du centre gauche se réveilleront pour se replacer dans les rangs de la majorité conservatrice qu'ils n'auraient jamais dû abandonner.

La proclamation de la République en Espagne cause de vives appréhensions au *Journal des Débats*, ce néophyte de la République conservatrice. Voici la conclusion d'un article de M. John Lemoinne :

Nous ne saurions dissimuler les inquiétudes que nous cause cette brusque solution. Nous ne parlons plus du roi ; nous n'avons pas à exprimer, en le voyant partir, plus de regrets qu'il ne paraît en avoir lui-même. Non, c'est à la France que nous pensons en exprimant les appréhensions que nous inspire l'établissement, dans les circonstances présentes, de la République en Espagne. Il nous est impossible de partager sur ce point le contentement manifesté par le parti républicain en France. Nous ne le trouvons ni sensé, ni politique, ni clairvoyant. Nos républicains devraient craindre, au contraire, que cette dernière révolution ne soit, un danger pour eux-mêmes, et la satisfaction d'une formule les aveugle sur les risques que la République espagnole pourra faire courir à la République française. Ils oublient que l'Europe est monarchique ; que le dernier roi, bien que représentant la révolution, la représentait avec le simulacre d'une couronne et rassurait par son titre le régime monarchique dominant en Europe. Nous ne faisons qu'indiquer ces considérations, qu'on ne peut développer librement dans les conditions où nous nous trouvons encore.

Nouvelles du jour

— Voici un renseignement qui n'est peut-être pas sans intérêt, au double point de vue de la vérité politique et historique. Nous savons de source certaine, dit le *Messager de Paris*, que les pétitions demandant la dissolution de l'Assemblée, n'ont pas réuni plus de deux cent mille signatures.

Il n'est pas inutile, à ce propos de rappeler ce cri de l'âme de M. Lamartine disant « que son parti serait déshonoré si les pétitions ne réunissaient pas trois millions de signatures ! »

— On mande de Saint-Pétersbourg, le 9 février, à la *Presse* de Vienne :

Par ordre du ministre de la guerre, l'armée d'au-delà de la Caspienne doit évacuer le territoire sur les bords du golfe de Krasnovodsk. L'oasis d'Atrek formera le centre des possessions russes dans les régions d'au-delà de la Caspienne. Un fort sera construit près du village de Tchakischlar, à 14 kilomètres de l'embouchure de l'Atrek. »

— Le *Daily News* assure que 300 hauts fourneaux, formant le septième des hauts fourneaux existants seront éteints la semaine prochaine dans le district du Nord de l'Angleterre, par suite du prix élevé des charbons.

M. Gladstone, répondant à M. Smitz, a dit que le parlement a le pouvoir d'imposer l'exportation du charbon, excepté pour les pays qui sont protégés par les traités. Le traité avec la France expire le mois prochain, mais le traité avec le Zollverein subsistant, la France et aussi l'Autriche en bénéficient pas suite de la clause de la nation la plus favorisée.

— On lit dans l'*Assemblée nationale* :

« Les derniers renseignements que nous avons pu nous procurer sur les dispositions de la présidence à l'égard de l'œuvre de la commission des Trente nous parlent d'une certaine sensation qui se serait produite dans l'esprit de M. Thiers. Le gouvernement soutiendra toujours le contre-projet Dufaure mais sans insister sur son application à *bref délai* ou *immédiatement*. »

— On lit dans le *Journal de Paris* :

« La princesse Clémentine de Saxe-Cobourg-Gotha, qui arrive de Vienne par la voie d'Italie, a failli être victime d'un accident de chemin de fer dans le Tyrol. Un rocher s'est détaché de la montagne et est venu briser le wagon dans lequel elle se trouvait. La princesse n'a eu aucune blessure.

» Elle a dû arriver hier à Randan, chez le duc de Montpensier, puis elle viendra dasser quelque temps à Paris chez le duc d'Aumale. »

Feuilleton du *Journal de Roubaix*

DU 16 FÉVRIER 1873

— 17 —

LE TRIOMPHE D'UNE FEMME

(Traduction de l'anglais)

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE VII.

Incertitudes

(Suite)

Elle joignit les mains autour du bras de son compagnon, courba la tête et pleura à chaudes larmes. Ces larmes étaient les premières qu'elle versait dans sa douleur, c'était la première fois qu'elle éprouvait le soulagement des pleurs après tant d'heures d'une poignante attente désespérée.

« Oh ! pourquoi papa me traite-t-il ainsi, reprit-elle en sanglotant, pourquoi me traite-il ainsi ? »

Levant ensuite brusquement la tête, elle fixa sur Richard Thornton ses yeux gris dilatés par la terreur indicible qui donnait à sa beauté quelque chose d'étrange.

« Richard ! dit-elle, Richard, vous ne supposez pas que... quelque malheur... soit arrivé à mon père ? »

Elle n'attendit pas sa réponse : elle se reprit à pleurer comme si la seule idée qu'exprimaient ses paroles l'eût fait frémir.

« Que peut-il lui arriver ? Il est si fort et il se porte si bien, ce cher père. Il est vieux, mais il n'en a pas l'air. Les locataires de la maison, dans la rue de l'Archevêque, ont été très-bons pour moi, ils m'ont dit que j'avais tort de m'inquiéter, et que l'été passé papa était resté dehors toute une nuit. Il était allé à Versailles voir quelques amis et était resté chez eux sans avertir personne. Je sais que c'est ridicule d'avoir peur ainsi, Richard, mais je n'ai jamais pu m'en corriger. A Chelsea, quand il s'absentait trop longtemps, je m'imaginais toutes sortes d'horribles choses, et la nuit dernière, Dick, de même qu'aujourd'hui, j'ai été agitée par des craintes terribles qui m'ont presque rendue folle. »

Pendant tout ce temps, le peintre en décors n'avait soufflé mot. Il semblait ne pas pouvoir prononcer une parole de consolation pour la pauvre enfant qui se suspendait à son bras et qui demandait quelques mots d'espoir.

Elle interrogea sa figure avec inquiétude. Ce silence l'étonnait, il était l'indice d'un manque de cœur, et Richard n'était pas insensible d'habitude.

« Richard, s'écria-t-elle avec impatience, Richard, parlez-moi. Vous voyez combien j'ai souffert et vous ne me dites rien. Vous m'aiderez à retrouver papa, n'est-ce pas, Dick? »

Le jeune homme abaissa les yeux sur elle. Dieu sait qu'elle aurait pu y voir une tendresse et une compassion réelles si l'obscurité du soir ne l'en eût empêchée. Il prit la main d'Eléanor qui se trouvait sous son bras et entraîna la jeune fille de l'autre côté de l'eau ; laissant derrière lui le sombre toit de la Morgue.

« Il n'y a rien que je refuserais de faire pour vous, Eléanor, lui dit-il avec douceur. Dieu, qui voit mon cœur, sait avec quelle ardeur j'essayerai de vous venir en aide.

— Et vous chercherez mon père, Richard, s'il n'est pas rentré ce soir ; il est peut-être à la maison, maintenant, et il se fâche de ce que je suis sortie seule au lieu de l'attendre patiemment. Mais s'il ne vient pas, Richard, vous fouillerez tout Paris jusqu'à ce que vous l'ayez trouvé.

— J'agirai pour vous comme si j'étais votre frère, Eléanor, répondit le jeune homme d'un ton grave ; il est des moments dans la vie où Dieu seul peut nous soutenir, ma chère enfant, et où il faut s'adresser à lui. C'est quand le malheur nous a frappé que nous avons besoin de Lui, Nelly.

— Oui, oui, je le sais. J'ai prié hier soir plusieurs fois pour le retour de mon père. J'ai répété la même prière toute la journée, et tantôt encore, quand vous m'avez rencontrée sur le parapet du pont, je priais pour mon cher papa. Je voyais les tours de l'église si grandes et si sombres au crépuscule, que ce spectacle m'a rappelé que Dieu était bien puissant et pouvait nous accorder ce que nous lui demandions.

— Quand il juge que nos souhaits sont raisonnables, Nelly.

— Oh ! sans doute ; on prie quelquefois pour des niaiseries, mais ma prière pour le retour de mon père était sérieuse. Où me conduisez-vous, Dick? »

Eléanor s'arrêta tout à coup et regarda son compagnon. La question qu'elle venait de faire était inutile, car Richard Thornton la menait vers le Luxembourg sans savoir lui-même où il allait.

« Ce n'est pas là notre chemin, Richard, dit Eléanor. Je ne sais pas où nous sommes, mais il me semble que nous nous éloignons de chez moi. Voulez-vous me ramener rue de l'Archevêque, Dick ? Il faut traverser la Seine. J'ai besoin de rentrer tout de suite. Papa peut être revenu et il sera colère en me trouvant absente. Reconduisez-moi, Dick.

— Volontiers, ma chère enfant. Nous traverserons la Seine plus bas à la hauteur du Louvre, et maintenant, dites-moi, Eléanor.... je.... je ne puis commencer mes recherches sur votre père qu'autant que je serai informé des circonstances dans lesquelles vous vous êtes séparés hier soir. Comment cela s'est-il passé ? Qu'est-ce qui a obligé M. Vane à vous quitter sur le boulevard ? »

Ils marchaient en ce moment dans une rue très-large où passait peu de monde. Les maisons se dressaient entre cour et jardin derrière de grandes portes et des murs très-élevés, et quoiqu'elles fussent belles, elles avaient l'air d'être très-peu habitées.

Le monde élégant avait déserté ce quartier pour les avenues ombreuses des Champs-Elysées.

Richard et Eléanor avançaient lentement sur le vaste trottoir. Le calme du soir avait quelque influence sur la fièvre d'impatience de la jeune fille. Le son de voix grave et amical de son compagnon lui faisait du bien, et les sanglots passionnés de tout à l'heure l'avaient soulagée. Elle s'appuyait avec confiance sur le bras de Richard et marchait tranquillement à côté de lui sans le questionner sur le but de leur promenade. Elle comprenait pourtant vaguement qu'il ne la conduisait pas vers sa demeure.

« Je ne m'effrayerait pas au sujet de papa, dit-elle, je ferai comme vous m'avez dit, Richard, j'aurai confiance en Dieu. Je suis sûre que mon père reviendra. Nous nous aimions tant l'un l'autre. Vous savez, Richard, qu'il est tout pour moi, ce cher père, qui attend avec tant de confiance la fortune de M. de Crespigny. Je n'ai pas autant d'espoir que lui, moi, en cette fortune, car M. de Crespigny peut vivre très-longtemps et je trouve très-méchant de souhaiter la mort de quelqu'un. Le moment après lequel je soupire c'est celui où j'aurai fini mon éducation et où je pourrai travailler pour mon père. Cela vaudra presque mieux que d'être riche, n'est-ce pas, Dick. Il n'y a pas, je crois, de sort plus heureux que celui de quelqu'un qui travaille pour ce qu'il aime. »

La suite au prochain numéro.